



COMMISSION DE LA FORMATION ET DE LA VIE UNIVERSITAIRE

Séance du 20 mars 2018

DELIBERATION N° CFVU 27-SFP-021

RESULTAT DU VOTE
Nombre de votants : 30
Voix favorables : 30

***relative au régime des études et contrôle des connaissances du Master 2^{ème} année
domaine Droit, Economie, Gestion, mention Droit du patrimoine,
parcours type Ingénierie du patrimoine
Année universitaire 2018/2019***

- Vu le code de l'éducation, et notamment :
 - L'article L612-6-1 relatif à l'accès à la deuxième année du deuxième cycle conduisant au diplôme national de master,
 - Les articles L613-3 à L613-6 relatifs à la validation des acquis de l'expérience pour la délivrance des diplômes,
 - son article L.712-6-1 relatif aux compétences de la CFVU,
 - les articles D123-12 à D123-14 relatifs à la construction de l'Espace européen de l'enseignement supérieur,
 - les articles D613-1 à D613-13 relatifs aux grades, titres et diplômes,
 - les articles D613-17 à D613-25 relatifs aux diplômes en partenariat international,
 - les articles D613-26 à D613-30 relatifs aux étudiants handicapés,
 - les articles R613-32 à R613-37 relatifs à la validation des études supérieures antérieures et validation des acquis de l'expérience,
 - les articles D613-38 à D613-50 relatifs à la validation des études, expériences professionnelles ou acquis personnels pour l'accès aux différents niveaux de l'enseignement supérieur,
- Vu l'arrêté du 25 avril 2002 relatif au diplôme de master,
- Vu l'arrêté du 22 janvier 2014 fixant le cadre national des formations conduisant à la délivrance des diplômes nationaux de licence, de licence professionnelle et de master,
- Vu l'arrêté d'accréditation du 23 mai 2016 autorisant l'Université à délivrer le diplôme de Master Droit, Economie, Gestion, mention Droit du patrimoine,
- Vu la décision du CA du 23 novembre 2004 relative au statut de l'élue étudiant,
- Vu la charte des examens en vigueur,
- Vu les avis du conseil de la Faculté de Droit et Science Politique en date du 13 février 2018,

La commission de la formation et de la vie universitaire, après en avoir délibéré, décide :

Les règles relatives au régime des études et contrôle des connaissances du Master 2^{ème} année domaine Droit, Economie, Gestion, mention Droit du patrimoine, parcours type Ingénierie du patrimoine sont fixées comme suit,

TITRE I - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1. Objectifs de la formation

1.1 - Le Master Droit, Économie, Gestion, mention Droit du patrimoine, parcours type Ingénierie du patrimoine, est une formation universitaire permettant aux étudiants d'acquérir des connaissances et des compétences nécessaires à l'exercice des différents métiers de la gestion de patrimoine.

ARTICLE 2. Conditions d'accès

2.1 - Ont vocation à être admis en Master 2 Droit, Economie, Gestion, mention Droit du patrimoine, parcours type Ingénierie du patrimoine, les étudiants ayant validé 60 crédits au titre de la première année du Master mention Droit du patrimoine ou d'un autre Master de droit, d'un diplôme jugé équivalent ou au titre de la mobilité internationale.

2.2 - Dans tous les cas, y compris ceux visés à l'article 3 ci-après, l'admission en Master 2 est effectuée au vu de l'ensemble du dossier universitaire et/ou professionnel du candidat ainsi que d'une lettre de motivation. L'admission peut être subordonnée à l'acquisition de certains pré-requis.

ARTICLE 3. Autres possibilités d'accès

3.1 - Ce diplôme est également ouvert aux personnes ayant bénéficié soit d'une validation partielle des acquis de l'expérience, soit d'une validation des études supérieures accomplies en France ou à l'étranger, soit d'une validation des études, des expériences professionnelles ou des acquis personnels dans le domaine.

ARTICLE 4. Redoublement

4.1 - Le redoublement n'est pas autorisé, sauf dérogation accordée par le jury d'examen.

ARTICLE 5. Mobilité internationale

5.1 - Les dispositions favorisant la mobilité internationale des étudiants sont applicables aux étudiants de la 2^{ème} année du Master Droit, Économie, Gestion, mention Droit du patrimoine, parcours Formation gestion de patrimoine, selon la procédure prévue par l'arrêté du Président de l'Université Toulouse 1 Capitole en date du 10 octobre 2011 relatif à la mobilité internationale.

TITRE II - ENSEIGNEMENTS

ARTICLE 6. Organisation de la formation

6.1 - Le Master 2 Droit, Economie, Gestion, mention Droit du patrimoine, parcours type Ingénierie du patrimoine, est organisé sur deux semestres. Cette année est composée d'unités d'enseignement (UE) donnant droit à des crédits (ECTS). Le premier semestre comprend 2 unités d'enseignement, le second semestre, 1 unité d'enseignement, totalisant respectivement 40 et 20 crédits. Le contenu des UE et les modalités de contrôle des connaissances sont explicités en annexe du présent document.

ARTICLE 7. Voie professionnelle

7.1 - L'étudiant effectue obligatoirement un stage d'une durée minimale de quatre mois en entreprise, dont la finalité est la mise en application pratique des enseignements reçus à l'Université. Ce stage

donne lieu à la rédaction et à la soutenance d'un rapport de stage dont la note est prise en compte pour l'admission au diplôme.

7.2 - En outre, il est permis à l'étudiant, à titre facultatif, de rédiger sous la direction d'un enseignant-chercheur un mémoire de recherche. Cette formation complémentaire permet, le cas échéant, d'entreprendre des études doctorales. La note obtenue à la suite de la soutenance de ce mémoire devant un jury d'au moins trois membres ouvre droit à une bonification de 13 points maximum, sous la responsabilité du directeur du mémoire.

7.3 - Les étudiants de master 2 doivent obligatoirement valider un projet tuteuré qui prend la forme d'un bilan patrimonial. Une situation patrimoniale la plus proche possible de la réalité leur est proposée et les étudiants doivent préparer des « rencontres clients », élaborer un diagnostic patrimonial puis en fonction des objectifs précisés ou découverts lors de ces rencontres clients, développer des préconisations.

D'autre part, des projets collectifs sont également demandés par le responsable du master notamment : préparation de la journée d'études annuelle qui porte sur un thème particulier et qui se tient chaque année en même temps que la remise des diplômes, confection d'une lettre d'actualité, préparation du concours de gestion de patrimoine proposé par la revue professionnelle « AGEFI ACTIFS », participation au concours de gestion de patrimoine organisé par la FNDP (Fédération Nationale Droit du Patrimoine). La participation à ces projets ouvre droit à une bonification de 13 points maximum, sous la responsabilité du directeur du mémoire.

TITRE III - MODALITÉS DE CONTRÔLE DES CONNAISSANCES

ARTICLE 8. Organisation des examens

8.1 - Il existe une session d'examen et une session de rattrapage pour le semestre 3 et une session unique pour le semestre 4 dont les dates sont arrêtées en début d'année par l'établissement. Aucun examen ne peut avoir lieu en dehors des dates définies pour l'organisation de ces sessions.

ARTICLE 9 Modalités d'organisation de la première session

9.1 - Les aptitudes et l'acquisition des connaissances sont évaluées de la façon suivante :

U.E. 1 :

- Une épreuve écrite de synthèse de 5 heures portant sur l'ensemble des cours

U.E. 2 :

- Une épreuve écrite de synthèse de 5 heures portant sur l'ensemble des cours

U.E. 3:

- Evaluation écrite du rapport de stage déposé par l'étudiant.
- Soutenance du rapport de stage devant un jury.
- Présentation devant un jury du projet tuteuré

Toute absence injustifiée à l'examen terminal est sanctionnée par la note 0.

Les justificatifs d'absence à une épreuve terminale doivent parvenir à la scolarité dans les 10 jours calendaires qui suivent la fin de la session d'examen.

ARTICLE 10 Modalités d'organisation de la session de rattrapage

10.1 - Les unités d'enseignement non validées du premier semestre donnent lieu à une session de rattrapage. L'ensemble des notes de l'UE3 sont conservées pour la session 2.

10.2 - L'étudiant ajourné à la session 1 conservera pour la session de rattrapage uniquement, pour les UE non validées du semestre 3, les notes des épreuves où il a obtenu une note égale ou supérieure à la moyenne.

ARTICLE 11 Bonifications

11.1 - Les enseignements donnant lieu à bonification semestrielle sont listés en annexe du présent arrêté.

Pour chaque semestre, l'ensemble des bonifications dont bénéficie l'étudiant est plafonné à 3,33% du total des points du semestre.

Les notes obtenues dans chacun des enseignements participant à la bonification sont notées sur 20. Seuls les points supérieurs à 10 de chacune des notes sont pris en compte et cumulés, sans que la note finale de bonification puisse excéder 20/20.

11.2 - Les modalités d'évaluation des enseignements donnant lieu à bonification semestrielle sont communiquées par le service ou par l'enseignant en charge de leur organisation.

11.3 - La bonification est valable au titre de l'année universitaire en cours.

TITRE IV - VALIDATION ET ADMISSION

ARTICLE 12 Condition de validation des unités et des semestres

12.1 - Les unités d'enseignement sont validées isolément ou par compensation.

► Isolément :

Une unité est définitivement acquise et capitalisable dès lors que l'étudiant y a obtenu la moyenne.

► Par compensation :

Le semestre est validé sur la base de la moyenne générale des notes obtenues à l'ensemble des unités qui le composent plus le cas échéant des bonifications dues aux matières facultatives, soit un total de points 400 sur 800 pour le premier semestre et de 200 sur 400 pour le second semestre ; dans ce cas, les unités où le candidat n'a pas obtenu la moyenne sont validées par compensation et les ECTS correspondant à l'unité sont acquis.

12.2 - Les semestres sont validés isolément sans compensation :

► Isolément :

Un semestre est définitivement acquis et capitalisable dès lors que l'étudiant y a obtenu la moyenne soit un total de 400 sur 800 pour le premier semestre et de 200 sur 400 points pour le second semestre. La validation des semestres 3 et 4 emporte respectivement l'acquisition de 40 et 20 crédits européens correspondants (ECTS).

ARTICLE 13 Conditions d'attribution d'une mention

13.1 - L'obtention du semestre donne lieu à l'une des mentions suivantes:

- PASSABLE : Quand la note moyenne est comprise entre 10 et 11.99
- ASSEZ BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 12 et 13.99
- BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 14 et 15.99
- TRES BIEN : Quand la note moyenne est au moins égale à 16

ARTICLE 14 Délivrance du diplôme

14.1 - Pour être déclaré admis au diplôme, le candidat doit être admis au semestre 3 et au semestre 4. Le jury de diplôme peut octroyer des points de jury. L'obtention du diplôme de master donne lieu aux mentions suivantes :

- PASSABLE : Quand la note moyenne est comprise entre 10 et 11,99
- ASSEZ BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 12 et 13,99
- BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 14 et 15,99
- TRES BIEN : Quand la note moyenne est au moins égale à 16

Toulouse, le 24 août 2018,

Corinne MASCALA

Présidente de la Commission de la Formation et de la Vie
Universitaire



PJ : annexes

Annexe 1 Master 2 mention Droit du patrimoine parcours-type Ingénierie du patrimoine année 2018-2019

Semestre 3	Enseignements	Statut	Crédits	Heures CM	Heures TD	Modalités d'évaluation	Points CM	Total Points Enseignement
UE1	Enseignements fondamentaux	Obligatoire	20	38	82	Epreuve écrite de synthèse de 5 heures	400	400
	Gestion du patrimoine et droit des biens			5	10			
	Optimisation des relations patrimoniales du couple			6	15			
	Transmission à titre gratuit et dispositions volontaires			6	15			
	Assurance vie et gestion de patrimoine			6	10			
	Patrimoine privé et stratégies fiscales			5	12			
	Les statuts professionnels en gestion de patrimoine			2	4			
	Patrimoine social			4	8			
	Expertise en Communication commerciale			4	8			
UE2	Enseignements complémentaires	Obligatoire	20	50	105	Epreuve écrite de synthèse de 5 heures	400	400
	Fiscalité internationale approfondie			5	13			
	Droit international privé			6	11			
	Transmission entreprise			5	10			
	Stratégies patrimoniales et droit des sociétés			6	15			
	Valeurs mobilières			4	8			
	Allocation d'actifs			6	12			
	Fiscalité immobilière			4	8			
	Pratique de l'assurance vie			3	6			
	Investissement immobilier			4	8			
	Techniques commerciales			7	14			
	Bonification							
Total semestre 3			40	88	187		800	800

Annexe 1 Master 2 mention Droit du patrimoine parcours-type Ingénierie du patrimoine année 2018-2019

Semestre 4	Enseignements	Statut	Crédits	Heures CM	Heures TD	Modalités d'évaluation	Points CM	Total Points Enseignement
UE3	Voie professionnelle	Obligatoire	10			Rapport et soutenance	200	200
	Stratégie patrimoniale projet tuteuré	Obligatoire	10	12		Soutenance jury	200	200
Bonification							3.33% du total des points du semestre	
Total semestre 4			20	12	0		400	400
Total Année			60	100	187		1200	1200



Annexe : Activités facultatives donnant lieu à bonification

- Éducation physique et sportive
- Participation à l'orchestre de l'Université
- Participation à l'un des concours de la liste ci-dessous



Liste des concours soumis à bonification

Les étudiants participant aux concours ci-dessous peuvent obtenir une bonification dès lors qu'ils ont été sélectionnés par une instance organisatrice du concours auquel ils participent :

- 1) Concours interaméricain des droits de l'homme
- 2) Concours Charles Rousseau
- 3) JESSUP
- 4) Concours René Cassin
- 5) Concours de plaidoirie Willem
- 6) Concours de plaidoirie en propriété intellectuelle CN2PI
- 7) Concours Georges Vedel
- 8) 24h du droit de la santé
- 9) Prix Jean-Louis Magnan (ARNU)
- 10) Concours d'arbitrage de ScPo Paris
- 11) Concours Claude Lombois droit international
- 12) Concours droit Pictet Croix Rouge Française
- 13) Concours international d'Arbitrage Francophone de Montpellier
- 14) Concours de la SACEM (droit d'auteur)
- 15) Prix du meilleur jeune auteur en droit du travail
- 16) Trophée du meilleur jeune juriste de droit du travail
- 17) Concours du CNEPN (droit notarial)
- 18) Trophée du meilleur jeune fiscaliste (Ernst & Young)
- 19) European Human Rights Moot Court Competition
- 20) Frankfurt Investment Arbitration Court Moot
- 21) Concours Lysias
- 22) Concours national d'éloquence
- 23) Paris International Model United Nations (PIMUN)
- 24) Digital Law Moot Court Competition
- 25) As de la plaidoirie (seulement à partir de la demi-finale)
- 26) Prix juridique Internet et media